



Le 21 février, à Paris. La candidature d'Éric Zemmour est venue renforcer la dédramatisation de Marine Le Pen. ÉRIC PIERMONT/AFP

ANALYSE



Arnaque sociale, Le Pen double la mise

EXTRÊME DROITE L'émergence de la candidature Zemmour et le rejet de la politique antisociale de Macron ont conduit la cheffe du RN à se présenter comme la candidate du « pouvoir d'achat », abusant d'une image lisse et consensuelle. Rien n'est plus faux. Son programme est même plus libéral que jamais.

Chez Ésope, elle s'appelle la fable du loup déguisé en agneau. Pour sa troisième participation à une présidentielle, Marine Le Pen veut jouer à la candidate « rassembleuse », et a axé sa campagne sur le pouvoir d'achat. Celle qui était arrivée au second tour en 2017 profite cette année du rejet qu'inspire le président sortant, Emmanuel Macron, mais aussi de « la porosité idéologique entre droite parlementaire et extrême droite qui n'avait jamais semblé aussi grande ». C'est ce qu'écrivent les politologues Antoine Bristielle et Max-Valentin Robert dans une note de la Fondation Jean-Jaurès parue le 4 avril. De plus, si Éric Zemmour a

apporté une concurrence d'extrême droite, « d'un autre côté, la présence de ce candidat aux saillies et au programme encore plus radicaux est venue renforcer la dédialisation de Marine Le Pen », poursuivent les auteurs.

Cette stratégie du « sous-marin » s'est doublée de grossières ficelles de communication : Marine Le Pen a voulu donner dans les médias une image rassurante, posant entourée de ses animaux de compagnie. Sur ses affiches de campagne, elle joue la carte de la « femme d'État » ; « *Je suis prête* », peut-on lire au-dessous du

Sa mesure de retraite à 60 ans est rangée au placard, place à 42 annuités de cotisation.

traditionnel « *Marine présidente* ». Surtout, la cheffe du RN s'est érigée en chantre des classes populaires et moyennes, défendant le « pouvoir d'achat ». Un discours de façade qui semble correspondre aux attentes de la majeure partie de son électorat : selon l'enquête

du Cevipof, 57,8 % de ses électeurs estiment que « il convient de prendre aux riches pour assurer la justice sociale », et 57,4 % souhaitent « une augmentation des impôts des plus riches ». Selon l'association Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (Visa, lire l'entretien ci-contre), « la candidature d'Éric Zemmour pousse le RN à deux choses : avoir un projet plus structuré et plus ferme sur l'immigration, et mettre en avant une “sensibilité sociale” ». Mais qu'on ne s'y trompe pas : « La campagne de Marine Le Pen est une véritable supercherie de communication qui ne doit leurrer personne. »

« RIEN SUR LA HAUSSE DU SMIC, RIEN SUR LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL »

C'est là le tour de prestidigitation. Car, si on le décorique, son programme n'a rien de social. Dans une note publiée le 23 mars, la CGT pointe les « questions économiques et sociales (qui) sont le cœur de l'ambition de normalisation du RN », mais dont le « fil conducteur est toujours la préférence nationale ». Surtout, « au-delà des slogans affichés qui peuvent apparaître comme sociaux, rien ne remet en cause les inégalités ». Pour preuve : la hausse des salaires de 10 % promise pour tous les salariés gagnant jusqu'à 3 fois le Smic n'est qu'une simple incitation. Celle-ci repose sur « la vieille recette libérale de l'exonération de cotisations sociales patronales », décrypte le syndicat, qui souligne que le programme de Marine Le Pen ne contient « rien sur la hausse du Smic, rien sur la réduction du temps de travail, rien sur les droits des salariés ». La candidate du RN dénonçait le 10 novembre dans une tribune aux *Échos* « le niveau des cotisations sociales (qui) est un frein à l'augmentation des salaires : il pèse sur la compétitivité des entreprises ».

Le programme radicalement ultralibéral d'Éric Zemmour (retraite à 64 ans, baisse d'impôts pour les entreprises à hauteur de 30 milliards d'euros, exonération de « charges sociales », exonération d'impôt pour toute donation ou succession jusqu'à 200 000 euros par enfant) a d'ailleurs contribué à ce que Marine Le Pen durcisse ses propositions. Après l'abandon de sa promesse de revenir sur la loi travail, elle veut aussi favoriser la transmission du patrimoine, en ramenant à dix ans (contre quinze aujourd'hui) le délai de donation nette d'impôt de 100 000 euros, et en supprimant les droits de succession sur les biens immobiliers inférieurs à 300 000 euros. Mais c'est sur l'enjeu central des retraites que le revirement est le plus spectaculaire : portée depuis 2011, sa mesure de retraite à 60 ans a été rangée au placard. Place à 42 annuités de cotisations, où seules les personnes ayant commencé à travailler avant 20 ans peuvent partir dès 60 ans. « *Déjà que les enfants issus des classes populaires accèdent de moins en moins aux études supérieures, avec le RN, c'est la reproduction*

« Le RN, un danger majeur pour le monde du travail »

Mise sous contrôle des syndicats, « priorité nationale » inscrite dans la Constitution : l'extrême droite au pouvoir serait un désastre pour les salariés et les fonctionnaires, selon Cédric Bottero, membre de la CGT et de Vigilance et initiatives syndicales antifascistes.

Pourquoi estimez-vous qu'une qualification de Marine Le Pen au second tour ne doit pas être banalisée ?

Le risque est de plus en plus prégnant. Il faut toujours se méfier des sondages, mais ils sont à un tel niveau, tant pour Marine Le Pen que pour Éric Zemmour, que l'extrême droite gagne en importance par rapport à 2017. Sa puissance se traduit également par une récupération de certaines de ses thématiques, notamment par les partis de droite. Valérie Pécresse n'hésite plus à parler de « grand remplacement ». C'est le premier danger. Ensuite, électoralement parlant, la menace pèse aussi au second tour. La détestation, légitime, d'Emmanuel Macron et de sa politique est telle qu'une grande partie de l'électorat peut se retourner en allant voter à l'extrême droite.

Quelles en seraient les conséquences pour le monde du travail ?

Même si Marine Le Pen ne se revendique pas libérale ou capitaliste, c'est ce qu'elle est. Elle met en avant des propositions soi-disant sociales, parle beaucoup de redonner du pouvoir d'achat aux Français, mais elle est foncièrement contre l'augmentation du

Smic, par exemple. Les mesures sur lesquelles elle insiste, c'est la suppression de la redevance audiovisuelle, la baisse des tarifs des péages, la suppression des cotisations sociales pour une partie du patronat. Même sur les retraites, elle a fini par prendre un virage en faveur d'un allongement de l'âge de départ. Elle prétend vouloir en rester aux 62 ans, mais avec 42 annuités pour bénéficier d'une pension à taux plein ;

« Il y a une volonté de contrôler toutes les strates de la société. »

pour ceux qui ont commencé à travailler à 25 ans, ce sera la retraite à 67 ans. Pour l'hôpital, le RN propose de recruter du personnel soignant en dégraissant du côté des non-soignants : c'est une catastrophe, puisqu'un service public ne peut fonctionner qu'avec le concours des agents administratifs. Quand on lit entre les lignes le projet de Le Pen, il n'est pas différent du point de vue des fondamentaux économiques et sociaux de celui de Macron. Mais rappelons que le RN veut inscrire dans la Constitution « *priorité nationale* », ce qui

institutionnaliserait le racisme à tous les niveaux de la société.

En tant que syndicalistes, que dites-vous aux salariés qui seraient tentés par ce vote ?

Nous martelons que ce sont les amis du patronat. Voter RN, c'est voter contre ses intérêts quand on est salarié. Ce parti veut en finir avec les syndicats, c'est-à-dire les outils de défense des salariés. Le projet du RN en la matière s'apparente au projet fasciste historique : le corporatisme. Éric Zemmour le défend sans détour, il a rappelé que son projet politique est « *la négation de la lutte des classes, et la réconciliation des patrons et des salariés dans un intérêt commun* ». Marine Le Pen ne le dit pas aussi clairement. Elle parle de « *rétablir la liberté syndicale* ». Traduction : ce serait l'État qui s'occuperait des affaires des syndicats. C'est une volonté de contrôler toutes les strates de la société. Soulignons que, lorsque l'extrême droite et la droite radicalisée sont à ce niveau d'audience, les salariés se tournent moins vers les syndicats. C'est pour cela qu'à Visa nous considérons qu'il faut multiplier les initiatives et les actions unitaires. ■

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
DIEGO CHAUVET**

assurée des inégalités de classe ! » dénonce la CGT. Idem avec sa proposition d'exonérer d'impôt sur le revenu tous les Français de moins de 30 ans – traders ou footballeurs compris –, ainsi que d'impôt sur les sociétés pour tous les entrepreneurs de moins de 30 ans. Deux mesures profondément inégalitaires, puisque les plus précaires ne paient pas ces impôts.

LA SUPPRESSION DES ALLOCATIONS FAMILIALES POUR LES ÉTRANGERS ET CELLE DE L'AIDE MÉDICALE D'ÉTAT

Pour se démarquer d'Éric Zemmour, et surtout pour apparaître face à Emmanuel Macron comme la « *candidate du peuple* », Marine Le Pen affirme vouloir « *rendre 12 milliards d'euros aux Français* ». Mais sa seule mesure concrète consiste en une baisse de la TVA sur l'énergie, les carburants et un panier d'une centaine de produits de première nécessité. Rien n'est cependant prévu pour lutter contre les inégalités de revenus. Et pour financer cette baisse de la TVA, Marine Le Pen entend s'en prendre, dans la tradition de l'extrême droite, aux immigrés. Son projet de « *référendum clés en main contre*

l'immigration » prévoit la préférence nationale en matière d'emploi, d'aides sociales et de logement, la suppression des allocations familiales pour les étrangers et celle de l'aide médicale d'État (AME). « On nous dit qu'il manque 1 milliard pour l'emploi, et bien en supprimant l'AME on retrouve ce milliard ! » s'écriait-elle en octobre. Une AME qui représente seulement 0,4 % des dépenses de santé...

Quant à l'hôpital public, elle parle de « *2,5 milliards d'euros réservés à nos soignants* » mais en contrepartie d'une « *transformation centrée sur l'efficacité, la rationalisation des dépenses et la fin de la bureaucratie* ». Du pur langage libéral. Malgré son déguisement et sa « *stratégie de dissimulation* » dénoncée conjointement par la CGT, la FSU et Solidaires, Marine Le Pen demeure plus que jamais d'extrême droite. ■

Elle propose un projet de « référendum clés en main contre l'immigration ».

BENJAMIN KÖNIG